

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Mittwoch (Nachmittag), 8. Juni 2022 / Mercredi après-midi, 8 juin 2022

Bildungs- und Kulturdirektion / Direction de l'instruction publique et de la culture

60 2021.RRGR.384 Postulat 264-2021 Gerber (Reconvilier, EVP)
Schulassistentinnen und Schulassistenten für die Berner Schulen

60 2021.RRGR.384 Postulat 264-2021 Gerber (Reconvilier, PEV)
Étudier l'engagement d'assistant-e-s scolaires dans les écoles du canton de Berne, leur formation et la création de la profession d'assistant-e scolaire CFC

Präsident. Für dieses Postulat wurde punktweise Abstimmung beschlossen. Der Regierungsrat empfiehlt Ziffer 1 zur Annahme, Ziffer 2 zur Annahme und gleichzeitigen Abschreibung, Ziffer 3 zur Ablehnung. Wir führen eine freie Diskussion. Der Motionär hat das Wort. Kannst du dich noch anmelden?

Kannst du bitte noch schnell warten? – Es wurde noch gefragt, wie die Stimmen bei der Wahl des GSoK-Präsidenten genau verteilt waren. *(Der Präsident liest das Wahlresultat im Detail vor; siehe Traktandum 59. / Le président lit le résultat de l'élection en détail ; voir point 59 de l'ordre du jour.)* Jetzt übergebe ich das Wort dem Postulanten: Du hast das Wort.

Tom Gerber, Reconvilier (PEV), auteur du postulat. Étudier l'engagement d'assistants scolaires, leur formation, et étudier la possibilité d'en faire un nouveau métier : voilà ce que demande mon postulat. Vous n'êtes pas sans savoir que nous manquons de personnel enseignant dans notre canton. Je crois que cela a déjà été souvent un sujet de discussion dans cette salle. Mais n'ayez crainte : je ne veux pas remplacer des enseignants par des assistants scolaires, vraiment, vraiment pas du tout ! Cependant, aujourd'hui, le rôle et le travail de l'enseignant sont devenus de plus en plus difficiles. Raison pour laquelle d'ailleurs beaucoup d'enseignants renoncent à exercer leur métier. Beaucoup de jeunes, j'en connais plusieurs dans mon entourage, même attirés par le métier, finissent par en choisir un autre.

La très grande majorité des enseignants fait un travail remarquable pour lequel j'aimerais les remercier sincèrement. Mais même les meilleurs enseignants et enseignantes, ne sont que des êtres humains. Ils ont deux mains, deux pieds, une tête, ils font tout ce qu'ils peuvent, mais parfois, ils ne savent simplement plus où donner de la tête.

Il est vrai que certaines mesures ont été prises, mais l'actualité a mis l'école à nouveau devant de grands défis.

Je suis convaincu que l'engagement, mais surtout aussi la formation d'assistants scolaires, qui va au-delà de simples auxiliaires d'aide qui n'ont aucune formation, est une piste intéressante qui vaut la peine d'être étudiée plus en détail. Je ne peux pas cacher ma déception à la lecture de la réponse du Conseil-exécutif, surtout la partie liée à la formation. Si je fais un parallèle avec un autre métier et que j'interprète un peu, ça pourrait donner ceci : il vaut mieux ne pas former d'assistantes socio-éducatives dans une crèche pour que le rôle de l'éducatrice HES reste clairement établi, et que l'engagement à l'heure de personnes non formées ou de civilistes est suffisant. Pardon, Madame la Directrice de la formation, j'aimerais pouvoir continuer à vous appeler Madame la Directrice de la formation et pas de la non-formation, mais à long terme, il est *toujours* avantageux de former les gens.

Il est encore important de signaler que dans mon point 2, quand je parle de former dans les écoles du canton de Berne et surtout en français, on peut le comprendre de deux manières : bien sûr, j'ai pensé à la possibilité d'une formation duale, mais ce point permet aussi d'étudier d'autres variantes, comme une formation en cours d'emploi ou une formation continue. Le classer serait, à mon avis,

vraiment un signal très, très négatif. Je comprends que le troisième point peut être un peu perturbant puisqu'il propose une idée nouvelle. Mais quand l'école est dans une situation où elle doit relever des défis de plus en plus grands, je suis convaincu qu'il y a lieu d'étudier l'une ou l'autre idée nouvelle. J'aimerais dire clairement que dire « oui » au troisième point, ne signifie pas pour autant qu'on créerait un CFC. Pour le moment il s'agit de donner le mandat au gouvernement de l'étudier. Il est évident qu'un CFC est un papier fédéral, et qu'en principe, c'est une organisation professionnelle qui le gère. Il n'est donc nullement incongru de demander au gouvernement d'étudier cette proposition, et même si vous risquez le oui, ce ne serait que le premier pas sur un long chemin. Je vous remercie de votre attention et je me réjouis du débat.

Karim Saïd, Biel/Bienne (PS), porte-parole de groupe. L'auteur du postulat souligne le fait que les enseignantes et les enseignants doivent gérer seuls des classes de plus en plus nombreuses, tandis que les attentes à l'égard de l'école et les besoins particuliers des enfants ne cessent de croître. Je suis tout à fait d'accord avec cette affirmation. Actuellement, les écoles du canton ont la possibilité d'engager des auxiliaires de classe. Or, cette aide n'est pas suffisante. L'intervention d'auxiliaires de classe correspond à un réel besoin. Il convient donc d'en engager davantage, mais aussi de leur offrir une couverture d'assurance et une caisse de pension. C'est pour cette raison-là que le groupe socialiste soutient le chiffre 1 du postulat.

Cependant, il est essentiel de veiller à une répartition des tâches claire entre l'enseignant et l'auxiliaire de classe. Une formation d'auxiliaire de classe compliquerait cette répartition des rôles. Elle pourrait également servir de prétexte à l'augmentation des effectifs au sein d'une classe, ceux-ci étant déjà nombreux, ou à la suppression de leçons spéciales. Ainsi, le groupe socialiste rejette le chiffre 2 du postulat.

Enfin, l'éventuelle création d'une profession d'assistant scolaire CFC devrait être débattue au niveau fédéral et non cantonal. Par ailleurs, en cas de création d'un tel CFC, celui-ci pourrait être suivi par des jeunes dès l'âge de 15 ou 16 ans, ce qui est beaucoup trop jeune. Le groupe socialiste est donc contre le chiffre 3 de ce postulat.

Manuel C. Widmer, Bern (Grüne), Fraktionssprecher. Lassen Sie mich zuerst meine Interessenbindungen offenlegen: Ich bin seit 30 Jahren Lehrer in der Stadt Bern auf der Mittelstufe und habe ein grosses Interesse – ein grosses Interesse – an guter Schule, an bester Schule für die Kinder, und dies nicht nur im Schulhaus in der Stadt, sondern überall im Kanton. Zu einer guten, zur besten Schule gehört auch, dass jedes Kind die Zuwendung erhält, die es braucht, die Betreuung, die es braucht. Dies können viele Schulen im Moment nicht mehr, nur noch mit Abstrichen oder gar nicht mehr leisten. Nicht, weil sie nicht wollen – es fehlt schlichtweg am Personal. Sie alle haben es in den letzten Tagen in den Zeitungen gelesen. Da kommen Schulassistenzen wie gerufen, könnte man meinen. Vor diesem Trugschluss möchte ich warnen, noch bevor ich auf den Vorstoss eingehe. Schulassistenzen oder Unterrichtshilfen sind kein Ersatz für fehlende Lehrpersonen und sollen dies auch nicht und nie sein und nie werden. Wer diesem Vorstoss in dieser Hoffnung zustimmen will, soll dies lieber bleiben lassen. Unterrichtshilfen sind aber eine wertvolle Ergänzung im Schulzimmer, die zu einer Entlastung einer Lehrperson beitragen kann. Sie sind nicht pädagogisches Personal. Sie begleiten und sie betreuen Kinder dort, wo diese alleine arbeiten, wo man auf Ausflüge oder auf Exkursionen geht, wenn der Auftrag nicht beim Lehren, beim Beibringen liegt, sondern im Betreuen oder im Begleiten. An unserer Schule übernehmen dies seit Jahren Zivildienstleistende und diese machen im Grossen und Ganzen einen hervorragenden Job in einem nicht einfachen Umfeld.

Die grüne Fraktion wird den Punkt 1 dieses Prüfungsauftrags auch annehmen. Einerseits, weil die Forderung ja schon an vielen Orten umgesetzt wird und funktioniert. Hier jetzt einen Knebel in die Speiche zu stecken, wäre ein schlechtes Zeichen. Gleichzeitig wäre es interessant, im Rahmen einer Prüfung, auch einmal den möglichen Auftrag einer Schulassistentin, auch als Abgrenzung gegenüber dem Pädagogischen, genauer anzuschauen.

In Punkt 2 ist sich die Fraktion nicht einig, weniger inhaltlich als in der Frage, wie man die eigene Haltung besser mit Stimmverhalten ausdrückt. Ein grösserer Teil wird der Regierung folgen und

diesen Punkt annehmen und abschreiben. Der Teil, der Ja stimmt, folgt der Regierung in der Argumentation. Diejenigen, die Nein sagen, sprechen sich dagegen aus, dass neu auch noch eine Ausbildung in den Schulzimmern passieren soll. Würden an den Schulen und den Klassen, Schulassistentinnen und -assistenten ausgebildet, würde dies unweigerlich zu einer neuen Zusatzbelastung, insbesondere der Klassenlehrpersonen, aber auch des Gesamtschulbetriebs, führen. Deshalb lehnt eine Minderheit den Punkt 2, so wie er formuliert ist, ab. Sollte einmal eine Ausbildung für Schulasstistenzen eingeführt werden, würden sich die Schulen ganz sicher nicht und auch die Lehrpersonen ganz sicher nicht an einer intensiven Zusammenarbeit mit dem Ausbildungsort, z. B. mit dem Angebot von Praktika, verschliessen.

Punkt 3 lehnen wir geschlossen ab, nicht nur, weil wir eine kantonale Lösung für ein solches Vorhaben als wenig zielführend erachten. Insbesondere folgen wir der Argumentation der Regierung, dass die Beschaffung eines neuen Berufsbilds in der Schule, in den Schulzimmern, und damit die Abgrenzung zum pädagogischen Beruf klipp und klar sein muss. Als nachschulische Ausbildung ist der Einstieg in eine Schulklasse ... könnten die Ansprüche dort gerade etwas gross sein, und der Altersunterschied zwischen den Auszubildenden und z. B. den Neuntklässlern könnte dann eher etwas klein sein. Als weiterführende Ausbildung oder Vorstufe zur pädagogischen Hochschule (PH) könnten wir uns aber eine nationale Schulassistenten ausbildung durchaus vorstellen.

Ich möchte es nicht unterlassen, hier allen Unterrichtshilfen im Kanton ein grosses Merci auszusprechen. Ich möchte mir nicht vorstellen, wie es an manchen Orten ohne sie gehen würde – oder eben nicht.

Michael Ritter, Burgdorf (glp), Fraktionssprecher. Die grünliberale Fraktion stimmt in den Punkten 1 und 2 so ab, wie es der Regierungsrat empfiehlt, also Punkt 1 überweisen sowie Punkt 2 überweisen und abschreiben. Bei Punkt 3 haben wir eine Differenz. Wir sind allerdings auch nicht einstimmig. Die Mehrheit der Fraktion wird aber, im Unterschied zum Regierungsrat, den Punkt 3 annehmen.

Ich sage zu den Punkten 1 und 2 nur sehr wenig, weil vieles auch schon mein Vorredner, Grossrat Widmer, sehr gut gesagt hat: Schulassistentinnen und -assistenten sind nicht ein Mittel, um den Lehrkräftemangel anzugehen, zumindest nicht direkt, sondern höchst indirekt. Es geht dort um die Belastung der Lehrkräfte auf der Volksschulstufe. Dies muss man auseinanderhalten, aber, wenn man dies weiss, ist es hier richtig, dem Punkt 1 zuzustimmen. Bei Punkt 2 sind die Vorbehalte, die er gemacht hat, auch richtig. Wir sind gewissermassen abstimmungstaktisch zu einem anderen Schluss gekommen. Wir würden hier dem Regierungsrat folgen.

Zu Punkt 3 noch etwas: Es ist auch aus unserer Sicht so, dass die Umrisse des neuen Berufs, der da geschaffen werden soll, nicht restlos klar sind. Wir geben zu bedenken, dass dies schon nur ein erster Schritt ist, diesen Punkt 3 zu überweisen. Es ist auch nur ein Postulat, also nur ein Prüfungsauftrag. Weiter würde es ja nur – dies steht auch in der Antwort – in Zusammenarbeit mit dem Bund gehen. Es ist also ein weiter Weg aufs Guggershörnli. Von daher sehen wir eigentlich kein Risiko, dies zu überweisen, und wir finden, diese Überprüfung sei es Wert, dass wir dem nachgehen. Wir nehmen auch Punkt 3 des Postulats von député Gerber in diesem Sinn – zumindest mehrheitlich – an. So schaffen wir dort eine Differenz und stimmen entsprechend ab.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP), Fraktionssprecher. Zuerst zu den Punkten 1 und 2: Da sagt die FDP-Fraktion bei Ziffer 1 Annahme und bei Ziffer 2 Annahme und gleichzeitige Abschreibung, also so wie der Regierungsrat.

Zu Punkt 3 möchte ich mich schon noch etwas ausführlicher äussern. Es geht hier um einen neuen Beruf, den man einführen möchte. Ich brauche dieses Wort gerne auch als Bildungsvorsteher in Köniz. Ich spreche immer von der Betreuungsinfrastruktur, die man um die einzelnen Kinder und um ganze Klassen aufbaut. Hier sprechen wir wieder von einer neuen Berufsgattung, mit welcher wahrscheinlich versucht wird, eine gewisse Ruhe in die Klassen zu bringen. Aber vielleicht müsste man wirklich auch einmal darüber sprechen, das Problem eben nicht so zu lösen. Es scheint ein Problem da zu sein, ich kenne viele Lehrfachpersonen, die es langsam satt haben, weil die Klassen einfach zu unruhig sind. Es muss niveaudurchmischt sein. Es muss altersdurchmischt sein, möglichst bei

einer hohen Integration. Die Revision des Volksschulgesetzes (REVOS) haben wir auch noch umzusetzen, selbst wenn ich immer höre, auch von der Bildungsdirektorin oder der Direktion: «REVOS führt nicht zu mehr Integration.» Ich glaube dies einfach immer noch nicht. Und wir müssen Ruhe in die Klassen bringen. Wir müssen es so lösen und nicht noch einen neuen Beruf machen, neben den Logopäden, neben den Heilpädagogen, neben den Lehrfachpersonen. Wir müssen, glaube ich, wieder über die Strukturen sprechen, vielleicht auch hier im Grossen Rat, damit wir wirklich wieder Ruhe in die Klassen hineinbringen und dann verlassen vielleicht auch weniger Lehrfachpersonen den Beruf, weil es einfach zu anstrengend wird. Noch einmal, niveaudurchmischt, altersdurchmischt, hohe Integration und bei REVOS wissen wir ja noch nicht genau, wozu diese führt. Also, Punkt 3, wie der Regierungsrat, klar ablehnen. Wir brauchen nicht einen neuen Beruf mit eidgenössischem Fähigkeitszeugnis (EFZ). Wir müssen dies anders lösen.

Alfons Bichsel, Merligen (Die Mitte), Fraktionssprecher. Nur nichts tun, ist falsch. Wer in der Situation des Lehrermangels oder, anders ausgedrückt, des Personalmangels im schulischen Bereich keine weiteren Möglichkeiten oder Lösungsansätze prüft, lässt die Schulleitungen auf der Suche nach geeigneten Lehrausbildungspersonen alleine und in naher Zukunft müssen wohl Personen angestellt werden, die eben nicht eine pädagogische Ausbildung haben. Und dies kann ja dann wohl auch nicht im Sinne jener sein, die den Prüfungsauftrag ablehnen. Werte Grossrätinnen und Grossräte, das Problem hier im Kanton Bern ist nicht ein Kanton Bern-Problem. Es ist schweizweites Problem und im Antwortschreiben der Regierung wird ja auch darauf hingewiesen, dass es in anderen Kantonen Assistenzmodelle in anderen Formen, in anderen Unterstützungsbereichen gibt. Wie die Regierung ebenfalls ausführt, können die Schulen mit Entlastungsmassnahmen unterstützt werden und es können zusätzliche Lektionen gesprochen werden. Die heutige Analyse des Lehrermangels müsste aber heute eigentlich zum Schluss kommen, dass die Fülle der heutigen Möglichkeiten nicht ausreicht und die Anstellungsprobleme in den Schulen eben nicht löst. Ich möchte noch einmal darauf hinweisen: Es geht hier nicht darum, unseren geschätzten, pädagogisch und didaktisch ausgebildeten Lehrpersonen irgendeine Assistenz zur Seite zu stellen, die eben genau diese Aufgabe wahrnimmt. Nein, es geht darum, einen Prüfungsauftrag umzusetzen, der Möglichkeiten aufzeigt, wo man weiter unterstützen könnte. Ein möglicher Lösungsansatz könnte ja sein, die Konzentration der Kräfte auf das Wesentliche zu konzentrieren.

In den Medien von gestern konnten die meisten von Ihnen lesen, dass tausende Lehrerinnen und Lehrer fehlen und dass sich dieser Mangel zuspitzt. Im Artikel bemängelt die Präsidentin der Lehrpersonen Schweiz, dass die Politik den Lehrermangel nicht ernst nimmt. Jetzt haben wir eigentlich quasi wie einen Steilpass bekommen. Setzen wir also ein Zeichen, beauftragen wir die Regierung mit einem Postulat und eben mit einem Prüfungsauftrag, sämtliche drei Punkte zu prüfen. Dann haben wir als Politiker unseren Auftrag wahrgenommen und können dem dann entsprechend auch gerecht werden. Wir von der Mitte unterstützen alle drei Punkte.

Präsident. Wenn es Einzelsprecher hat, bitte ich diese, sich jetzt anzumelden. Nach der nächsten Sprecherin schliesse ich die Anmeldeliste.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU), Fraktionssprecherin. Unbestritten ist: In vielen Klassen ist oder wäre eine Unterstützung hilfreich, gewünscht und nötig – Unterrichtshilfen, aber nicht mehr, genauso wie dies Manuel Widmer richtig erläutert hat. Schulassistenz kann bereits heute in Form von Klassenhilfen, Zivilschutz oder ähnliche Formen eingefordert werden und dies in der Regel ohne besondere Ausbildung. Für rasche und spontan benötigte Unterstützung in den Berner Schulen ist pädagogische Vorbildung in dem Sinne nicht zwingend, vielmehr gute Zusammenarbeit, dass man Hilfe einfordert und sich auch zur Verfügung stellt. Der omnipräsente Lehrermangel ist ein richtiges und wichtiges Thema, aber dies ist ein anderes Thema.

Erwähnenswert: In der Antwort des Regierungsrates ist festgehalten, dass so ein EFZ auch gerade die Abgrenzung der Verantwortlichkeiten im Unterricht anschneidet und ein neues Thema aufmachen würde. Die Schaffung eines neuen Berufs ist zeitaufwendig und auch nicht billig. Zudem wäre die riesige Frage eines Anforderungsprofils, welches so ein neuer Beruf beinhalten müsste, sehr

entscheidend. Die EDU-Fraktion ist überzeugt, dass fähige und kompetente Personen ohne spezifische Ausbildung schon heute eigentlich ganz unkompliziert die Gemeinden in ihren Schulen unterstützen könnten und auch angestellt werden könnten.

Mit der Überweisung als Postulat, so wie vom Regierungsrat vorgeschlagen, stützt die EDU-Fraktion einen Prüfauftrag, nicht in erster Linie den eng umfassten Begriff der Schulassistenten als Beruf, viel mehr als Aufmunterung und Motivation, das Nötige in die Wege zu leiten, um unsere Berner Schulen zu stützen und zu stärken. Der Kanton soll seine Verantwortung übernehmen und mögliche Hand bieten. Dies auch gleich im Sinne, wie dies Hans-Peter Kohler gesagt hat: «Es ist wichtig, wir müssen schauen, dass Ruhe, dass gute Stimmung in unsere Schulen kommt» und in diesem Sinne wollen wir das Postulat stützen.

Ueli Abplanalp, Brienzwiler (SVP), Fraktionssprecher. Die SVP-Fraktion hat sehr kritisch auf den Titel und auf die Punkte geschaut, die in diesem Postulat gefordert werden. Die Antwort der Regierung war aber für uns sehr gut und schlüssig und eigentlich sehr so, wie wir uns eigentlich auch festlegen. Man muss die Möglichkeit nicht einmal mehr prüfen. Dies wird nämlich mit den Schulassistentinnen und -assistenten bereits sehr gut gemacht. Diese sind sehr wichtig, vor allem, weil man bei dem knappen Lehrerinnen- und Lehrerangebot teilweise grossen Klassen bilden muss und deshalb ist es sehr wichtig, dass in diesen Klassen noch jemand hilft, ein bisschen Ruhe und Ordnung hineinzubringen, aber auch die Lehrer unterstützen kann, mit dem wilden Haufen, der sehr oft in den Klassenzimmern herrscht, zurecht zu kommen. Dies finden wir sehr gut und deshalb werden wir die Ziffer 1 ganz klar annehmen.

Die Ausbildung – und diesbezüglich sind wir voll und ganz einig mit der Regierung, dass dies so gemacht wird, wie es heute geregelt ist, dass es also direkt vor Ort in einer Schule gemacht wird in einer tätigen, zweitägigen Ausbildung, und auch in den Arbeiten selbst – muss da gemacht werden, wo man sie braucht, denn dort weiss man, was genau ausgebildet werden muss. Deshalb sind wir auch der Meinung, dass man dies annehmen, aber gleichzeitig auch abschreiben muss, weil dies nichts damit zu tun hat, dass hier der Kanton irgendetwas organisieren muss. Es sind Kantonsangestellte, die dies bereits machen. Deshalb werden wir dies ganz klar annehmen und abschreiben.

Wenn die Abschreibung bestritten ist, wird ein grösserer Teil unserer Fraktion ablehnen. Wir sind ganz klar der Meinung, dass es sehr problematisch ist, einen neuen Beruf Schulassistent/in zu schaffen, weil das Berufsbild als solches fehlt. Die Assistenzen haben, dies ist ganz klar, ganz verschiedene Aufgaben, und dort einfach so eine adäquate Ausbildung zu machen, erachten wir als sehr schwierig. Sehr viele dieser Assistentinnen und Assistenten haben auch ein sehr kleines Pensum und müssen kurzfristig einspringen können. Die Gefahr ist zudem da – und dies möchte ich hier ganz klar betonen –, dass dann plötzlich die Forderung kommt: «Ja, es können nur noch ausgebildete Assistenten/Assistentinnen angestellt werden.» Dies wäre auch nicht zielführend, denn dann haben wir gleich wieder ein Problem. Mit dem System, das jetzt bereits funktioniert, können auch Eltern, junggebliebene Grosseltern dies machen, aber wir haben vorher auch von Zivildienstleistenden gehört, die dies machen, und offenbar – gemäss Herrn Widmer – sogar zur vollen Zufriedenheit. Dies begrüsse und unterstütze ich sehr. Deshalb lehnen wir die Ziffer 3 ganz klar ab.

Christine Häslar, BKD-Direktorin. Merci vielmals, auch für die interessante Diskussion zum Vorschlag von Grossrat Tom Gerber. Das Anliegen von Grossrat Tom Gerber, Schulassistenten einzusetzen, ist berechtigt. Tatsächlich sind die Klassen oft heterogen, und es ist oft eine grosse Herausforderung für die Lehrpersonen, ihre Aufgabe wahrzunehmen. Durch den Mangel an Lehrpersonen, aber auch durch die grosse Anzahl von zusätzlichen Schülerinnen und Schülern aus der Ukraine hat die Belastung für die Lehrpersonen noch einmal deutlich zugenommen. Es wird an unseren Schulen sehr grosse und sehr kompetente Arbeit unter grossen Schwierigkeiten und hoher Belastung geleistet. Unsere Lehrpersonen leisten Ausserordentliches, und ich bin sehr dankbar dafür. Zurzeit werden im Kanton Bern rund 1800 ukrainische Kinder und Jugendliche in Willkommensklassen, in Intensivkursen «Deutsch als Zweitsprache» oder auch integriert in Regelklassen unterrichtet. Wir wissen nicht, wie lange diese Situation noch so bleibt, wie sie ist, aber wir müssen davon ausgehen, dass unter Umständen auch noch weitere Schülerinnen und Schüler dazukommen werden.

Wir werden deshalb auch weiterhin viel Personal brauchen. Wir brauchen in erster Linie ausgebildete Lehrpersonen. Wir brauchen aber auch Personen, die bereit sind, die Klassenlehrpersonen im Unterricht in ihrer täglichen Aufgabe zu unterstützen, bei Ausflügen, bei der Unterrichtsvorbereitung, bei der Begleitung von Schülerinnen und Schülern, die etwas Besonderes brauchen, und bei vielem mehr.

Ich komme zu den einzelnen Ziffern des Vorstosses. Zu Ziffer 1: Auf der Kindergartenstufe haben wir mit dem Einsatz von sogenannten Klassenhilfen – wir sagen Klassenhilfen, der Motionär sagt Schulassistenten – in den vergangenen Jahren sehr gute Erfahrungen gemacht, und deshalb setzen wir bereits jetzt auch auf Klassenhilfen vom Kindergarten bis zur 6. Klasse. Wir setzen bereits bis zur 6. Klasse solche Klassenhilfen ein, z. B. eben, wenn eine Klasse gross ist, wenn es mehr Hände braucht, wenn vielleicht Schülerinnen und Schüler mit weniger Deutschkenntnissen in den Klassen sind, die Orientierung und Unterstützung brauchen, aber auch, wenn es etwas zu organisieren gibt. Klassenhilfen sollen insbesondere dann eingesetzt werden, wenn eine Klasse besonders gross ist. Dies ist heute auf Primarstufe bis zum 6. Schuljahr möglich, dies kann man heute bereits so machen. In Klassen, in denen gleich mehrere Flüchtlingskinder gleichzeitig eingeschult werden, können Klassen bis zum 9. Schuljahr die Unterstützung durch eine Klassenhilfe erhalten. Entsprechend beantragt Ihnen der Regierungsrat, die Ziffer 1 des Postulats anzunehmen, weil wir wissen, dass die Unterstützung tatsächlich sinnvoll und hilfreich ist.

Zu Ziffer 2: Klassenhilfen werden durch die Schulleitung angestellt. Eingeführt und unterstützt werden sie vor Ort durch qualifizierte Lehrpersonen. Dies ist noch einmal eine weitere Aufgabe, welche die Lehrpersonen wahrnehmen. Aber es ist dann eben im Umkehrschluss auch eine Unterstützung für sie. Je nach Alter der Kinder, aber auch je nach Zusammensetzung einer Klasse können die Bedürfnisse sehr unterschiedlich sein. Die Schulleitung und die Lehrpersonen kennen die Gegebenheiten vor Ort. Sie wissen, ob sie grosse Klassen haben. Sie wissen, welche Bedürfnisse die Klassen haben, und deshalb wissen sie auch am besten, ob sie eine Klassenhilfe brauchen können oder nicht. Und ganz wichtig – es wurde vorhin mehrmals gesagt, und dies ist auch der Regierung und ganz besonders auch mir wichtig: Klassenhilfen haben keinen pädagogisch-didaktischen Auftrag. Die Verantwortung für den Unterricht ist und bleibt bei den Klassenlehrpersonen. Eine eigentliche Ausbildung von Klassenhilfen ist deshalb in diesem Sinn nicht notwendig, aber sie können eine wichtige Unterstützung sein, und dies ist uns ganz, ganz wichtig: dass die Rollen nicht vermischt werden, die Rolle der ausgebildeten, pädagogisch-didaktisch tätigen Lehrpersonen und der Klassenhilfen, die sie bei einfacheren Arbeiten unterstützen.

Deshalb finden wir die Ziffer 3 nicht sinnvoll. Wir möchten nicht einen neuen Beruf daraus machen, weil wir mit dem neuen Beruf unter Umständen Gefahr laufen, dass so Klassenhilfen, die selbstverständlich dann auch günstiger wären, wahrscheinlich plötzlich anstelle von Lehrpersonen eingesetzt werden. Dafür ist uns der Beruf der Lehrpersonen, der pädagogisch ausgebildeten Lehrpersonen, sehr viel zu wichtig und zu wertvoll für das Fundament unserer Gesellschaft. Daran wollen wir nicht rütteln. Wir bitten Sie deshalb, Ziffer 3 abzulehnen. Die Regierung möchte Ziffer 3 so nicht annehmen und auch nicht umsetzen müssen. Ich danke Ihnen herzlich fürs Zuhören. Weil dies unser letztes Geschäft ist, wenn ich richtig gezählt habe, wünsche ich Ihnen nachher einen schönen Abend.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir werden zifferweise abstimmen. Bei Punkt 2 wird Abschreibung verlangt. Wer die Ziffer 1 dieses Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.384: Ziff. 1 / ch. 1

Annahme / Adoption

Ja / Oui	148
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Präsident. Sie haben die Ziffer 1 einstimmig angenommen.

Ich komme zur Ziffer 2: Wer die Ziffer 2 des Postulats annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.384: Ziff. 2 / ch. 2

Annahme / Adoption

Ja / Oui	107
Nein / Non	34
Enthalten / Abstentions	4

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 angenommen.

Dann bestimmen wir noch über die Abschreibung der Ziffer 2: Wer die Ziffer 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.384: Ziff. 2, Abschreibung / ch.2, classement

Annahme / Adoption

Ja / Oui	130
Nein / Non	18
Enthalten / Abstentions	0

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 abgeschrieben.

Dann kommen wir zu Ziffer 3: Wer die Ziffer 3 dieses Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.384: Ziff. 3 / ch. 3

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui	34
Nein / Non	114
Enthalten / Abstentions	1

Präsident. Sie haben die Ziffer 3 abgelehnt.

Damit sind wir fertig mit den Geschäften der BKD. Ich wünsche der Regierungspräsidentin mit ihren Sekretären noch eine schöne zweite Hälfte des Nachmittags. Wir haben jetzt Pause bis 17 Uhr. Dann geht es weiter mit der SID. Ich wünsche einen guten Appetit.

Die Sitzung endet um 16.25 Uhr. / La séance se termine à 16 heures 25.

Protokoll: / Procès-verbal :

Rahela Syed (d)

Ursula Ruch (f)